



Parution

Revue. L'Obs et l'éditeur Rue de l'Échiquier ont coproduit une nouvelle revue, baptisée En Mutation. Le premier numéro aborde un sujet ultrasensible : *Peut-on être un carnivore éthique ?* L'approche est très complète puisqu'elle part de questions simples, avec des réponses scientifiquement étayées, et propose des reportages sur les éleveurs et autres acteurs de la mutation... vers une viande éthique. ■



Semaine du Goût

Rendez-vous. Jusqu'au 17 octobre 2021, les saveurs de la Semaine du Goût se répandent partout en France. Des ateliers rassembleront consommateurs et professionnels, du champ à l'assiette. Cette 32^e édition est axée sur le goût du voyage et les nouvelles saveurs. Le chef Grégory Cohen (*photo*) est parrain de l'événement. www.legout.com. ■

Vie rurale

Hors des villes, le salut

CHAMP LIBRE

La brève gloire des métropoles

À peine commencent-elles à se hisser au niveau de celles qu'on leur a présentées comme leurs « rivales » en Europe, que les grandes villes françaises voient leur puissance et leur légitimité contestées. Pendant des décennies, un seul refrain : face à l'hypertrophie parisienne, il faut rééquilibrer en renforçant les grandes villes de province. Et la « métropolisation » a réussi au-delà des espérances. Nos métropoles, et notamment les plus attractives d'entre elles, se sont transformées en capitale en modèle réduit : engorgement, flambée de l'immobilier chassant les classes populaires et moyennes, aspiration de l'activité et des emplois qualifiés au détriment des villes moyennes. La France s'est au passage désindustrialisée. Ses zones rurales se sont senties larguées. Et on nous explique aujourd'hui que malgré tous ces sacrifices, la France a nettement décroché en termes de compétitivité. Cherchez l'erreur. ■

UN MANIFESTE

« Nous désirons de la poésie... »

Pas sûr que le manifeste pour une société écologique post-urbaine soit repris tel quel dans les débats de la présidentielle 2022.

La rédaction n'est pas trop terre à terre et fait l'impasse sur la question du pouvoir d'achat.

Le projet de manifeste commence ainsi : « Nous désirons plus d'humilité et de simplicité dans un monde dévoré par la démesure et l'accélération ; mais aussi de la poésie, de la créativité, de la spiritualité et tout ce qui nous relie au vivant. Il nous faut aujourd'hui politiquement les défendre. »

« Nous désirons bâtir une civilisation en adéquation avec les ressources et la préservation des écosystèmes, retrouver du sens dans nos activités quotidiennes, dans la satisfaction de nos besoins essentiels et dans notre façon d'habiter la Terre ».

Pour en savoir plus : www.post-urbain.org

Post-urbain

Début octobre se sont tenus à Nedde, sur le plateau de Millevaches, les États généraux de la société écologique post-urbaine. Pour ses promoteurs, c'est certain : l'exode vers la campagne n'est pas qu'une question qualité de vie mais de survie.

Julien Rapegno

julien.rapegno@centrefrance.com

Nous sommes bien conscients qu'il va falloir changer deux-trois trucs dans nos modes de vie si on veut léguer à nos enfants une planète habitable. Pour éviter le désastre, faire le tri sélectif, passer un peu moins de temps sous la douche ou rouler à l'électricité, ça risque d'être un peu juste.

Guillaume Faburel, professeur d'études urbaines à l'Université Lumière Lyon 2, enseignant à Sciences Po Lyon et à Paris 1, propose une rupture plus franche avec un modèle couplant la concentration des richesses à celle de la population. Cette artificialisation qui déconnecte l'état des ressources et le niveau de consommation : « L'urbain n'a jamais été mis en débat, alors que c'est bien l'urbain qui nous fait croire que le monde et les ressources sont illimités et qui provoque la dévastation de la planète ».

Auteur de *Métropoles barbares* et de *Pour en finir avec les grandes villes*, comprenant le premier « manifeste pour la société écologique post-urbaine », Guillaume Faburel a amorcé un mouvement, auquel ont adhéré une trentaine d'organisations (*). Début octobre, des « États généraux du post-urbain » ont réuni



MUTATION. Et si les zones rurales reprenaient la main sur leur destin ? PHOTO D'ILLUSTRATION FLORIAN SALESSE

une centaine de participants à Nedde (Haute-Vienne), sur le plateau de Millevaches.

Le « post-urbain » ne se définit pas comme un simple élan de « retour à la terre » car il porte aussi la volonté d'un transfert du pouvoir de décision, concentré dans les villes, vers des formes d'auto-organisation locale à l'échelle de territoires autonomes.

De brillants jeunes gens en rupture

D'après Guillaume Faburel, « seulement 13 % des Français considèrent la grande ville comme le lieu de vie idéal. L'exode, qui s'est accéléré durant le confinement, se produit à bas bruit sur certains territoires depuis une trentaine d'années. Les institutions regardent ailleurs ».

On pouvait observer une forte proportion de jeunes aux États généraux de Nedde. « On a des étudiants en sciences-politiques ou en urbanisme qui s'interrogent », souligne Guillaume Fa-

burel. Issu de Sciences-Po Lyon et actuellement en master de politiques publiques à Paris, Jules Bomare, 22 ans, est en train de revoir son plan de carrière : « On voit que le système métropolitain n'est pas viable écologiquement. Je suis passionné par les politiques publiques mais je m'interroge sur leur pouvoir. Je n'ai pas envie de faire partie de ces rouages que sont les grandes entreprises et les administrations d'État, afin de revenir à quelque chose de plus concret ».

La « société écologique post-urbaine » envisage de s'attaquer à quelques totems : si la lutte contre l'artificialisation des terres fait de plus en plus consensus, la réquisition des logements vacants, voire la remise en question du « régime de propriété qui détermine l'accès à la terre », sont des chantiers transgressifs. Comme celui de l'organisation administrative.

Maële Giard, doctorante en géographie, est installée dans le

Cantal. Elle envisage dans sa thèse de démontrer la pertinence d'une « biorégion à l'échelle des volcans d'Auvergne ».

La notion de biorégion, théorisée sur la côte ouest des États-Unis dans les années 1970, ne trace pas de frontières mais relie les habitants à un cadre naturel et donc aux écosystèmes.

Maële Giard a enquêté en traversant le massif à pied et a décelé des liens. Des réseaux tissés entre les habitants que ne laisse pas soupçonner la domination « d'une métropole, Clermont-Ferrand, qui s'appuie sur un parc naturel régional qui n'a été créé que pour valoriser touristiquement ». Et vlan ! Pour les promoteurs de la société post-urbaine, les espaces ruraux peuvent nourrir d'autres ambitions que d'être l'aire de jeux des citadins. ■

(*) Parmi elles : L'Union des acteurs du développement local, Terre de liens, Mouvement Colibris, le MRJC, Le mouvement interrégional des AMAP, ATD Quart Monde.



Le plateau de Millevaches s'est doté de ses propres outils

AUTONOMIE. Parmi les territoires où s'inventent de nouvelles formes d'organisation rurale, la Drôme, la Bretagne ou le plateau de Millevaches sont souvent cités. Le foisonnement associatif et militant de la montagne limousine a nécessité de fédérer les initiatives. En cherchant à « décoloniser un territoire conçu par la métropole comme producteur de matières premières et d'énergie », définit Benjamin Rosoux, qui est l'un des initiateurs du syndicat de la montagne limousine. Cette structure est une boîte à outils permettant aux citoyens de s'emparer des enjeux qui les concernent directement, sans exclure un soutien financier des pouvoirs publics. La co-gestion est encore plus aboutie avec l'Arban, l'atelier d'urbanisme rural, présenté à Nedde par Michel Lulek : une dizaine d'associations du plateau de Millevaches ont pu se doter de locaux grâce à l'Arban. Cette société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) gère les participations de près de 200 sociétaires et draine l'épargne locale grâce à un fonds de dotation. Les huit collectivités membres de l'Arban abondent ces levées de fonds.